

RAPPORT DE GESTION IDEA 2025

RAPPORT DE GESTION 2025 (en milliers d'euros)

Le présent rapport de gestion est établi en application des articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et Associations et complète le rapport d'activités du Conseil d'Administration.

1. Faits marquants et résultat de l'exercice

L'exercice 2025 se clôture par un bénéfice à affecter de 13.268 K€, contre 16.176 K€ en 2024, soit une diminution de 2.908 K€.

Les ventes et prestations atteignent 71.874 K€, contre 62.393 K€ en 2024, dont un chiffre d'affaires de 28.732 K€ contre 27.729 K€ en 2024.

Le total du bilan s'élève à 441.286 K€, contre 429.609 K€ au terme de l'exercice précédent.

L'évolution du résultat de l'exercice reflète principalement par les éléments défavorables suivants:

- la diminution du dividende CENEO au sein du Secteur III.B / Participations ;
- la dégradation du résultat de certaines activités du Secteur I / Historique, principalement l'Engineering et la Géothermie ;
- la hausse généralisée des charges d'exploitation et plus particulièrement des frais de personnel et de la cotisation de responsabilisation ;

Ces éléments ont été partiellement compensés par :

- l'enregistrement d'indemnités d'assurances ;

2. Analyse des activités

2.1 Secteur Historique

Le Secteur Historique dégage en 2025 un bénéfice de 764 K€, contre 870 K€ en 2024. L'évolution du résultat reflète des situations contrastées selon les activités.

Infrastructures économiques

L'activité Infrastructures économiques présente un résultat de 2.329 K€, en progression par rapport à 2024 (495 K€). Le chiffre d'affaires s'établit à 5.271 K€ contre 3.104 K€ en 2024.

Cette évolution favorable s'explique principalement par l'augmentation des superficies commercialisées dans les zones d'activité économique, lesquelles atteignent 21,9 hectares contre 8,7 hectares en 2024.

Aménagement du territoire

L'activité Aménagement du territoire reste structurellement déficitaire, avec un résultat de -1.408 K€. Le chiffre d'affaires s'établit à 306 K€ contre 463 K€ en 2024.

Ce déficit reflète la nature même des missions exercées, principalement orientées vers l'accompagnement et le développement territorial, sans objectif de rentabilité commerciale directe.

Halls relais et Garocentre

Le résultat des Halls Relais et de Garocentre s'établit à 876 K€, en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'établit à 1.446 K€ contre 1.333 K€ en 2024.

Cette amélioration résulte principalement de l'enregistrement d'indemnités d'assurance non récurrentes liées à un ancien sinistre survenu à Garocentre.

Production et Distribution d'eau

L'activité Production et Distribution d'eau dégage un résultat de 2.307 K€, en recul par rapport à 2024 (4.134 K€). Le chiffre d'affaires s'établit à 9.552 K€ contre 10.584 K€ en 2024, malgré une légère hausse des volumes distribués.

Cette diminution résulte principalement de la baisse du tarif appliqué à la SWDE dans le cadre de la renégociation contractuelle entraînant un effet prix défavorable malgré l'augmentation des volumes fournis.

Les volumes fournis à la SWDE atteignent désormais 6,083 millions de m³, soit un niveau supérieur au volume de référence prévu par la convention actuelle (+717.000 m³).

Assainissement et Démergement

Les activités d'Assainissement et de Démergement, relevant du CSU, représentent en 2025 un volume d'activité de 26.306 K€. Bien qu'elles constituent un périmètre opérationnel majeur pour IDEA, elles sont financées à l'équilibre dans le cadre du CSU et n'ont donc pas d'impact direct sur le résultat.

Géothermie et gestion énergétique des bâtiments

L'activité Géothermie et Gestion énergétique des bâtiments présente un résultat de -303 K€, contre -137 K€ en 2024.

Le chiffre d'affaires progresse légèrement pour atteindre 1.443 K€, porté par la révision et l'indexation des tarifs ainsi que par l'évolution des volumes facturés.

La dégradation du résultat s'explique principalement par :

- l'augmentation des charges salariales incluant notamment l'impact de la cotisation de responsabilisation ;
- un effet de comparaison défavorable avec 2024, exercice ayant intégré exceptionnellement treize mois de facturation.

Engineering

L'activité Engineering présente un résultat déficitaire de -2.262 K€, en dégradation par rapport à 2024 (-847 K€). Le chiffre d'affaires s'établit à 9.459 K€ contre 9.732 K€ en 2024.

Depuis 2022, les actions menées en matière d'efficience organisationnelle ainsi que la mise en œuvre d'une valorisation interne des prestations Engineering sur base de tarifs « In-House » ont contribué à la progression régulière du niveau d'activité. Le développement futur de l'activité repose sur un recours accru des Communes Associées aux services d'ingénierie d'IDEA.

Le résultat reste toutefois par la hausse des charges d'exploitation, le chiffre d'affaires couvrant les charges salariales directes mais ne permettant pas d'absorber l'ensemble des frais généraux.

La dégradation observée résulte principalement :

- de la hausse des charges salariales liée notamment à l'indexation, à l'effet plein des recrutements réalisés en 2024, aux mouvements internes du personnel ainsi qu'à la cotisation de responsabilisation ;
- de l'évolution des provisions pour pécule et congés ;
- de la progression des coûts IT et des frais médicaux.

Animation économique

L'activité Animation économique présente un résultat proche de l'équilibre (-17 K€), en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires s'établit à 1.330 K€.

Cette activité reste structurellement orientée vers des missions d'intérêt général liées à l'accompagnement des entreprises et à l'animation du tissu économique local.

Foncier – Opérations immobilières

L'activité Foncier – Opérations immobilières présente un résultat déficitaire de -277 K€, contre -639 K€ en 2024.

Cette activité couvre la gestion du patrimoine foncier de l'Intercommunale ainsi que les opérations d'acquisition, de cession et de mise à disposition de biens nécessaires à la réalisation des projets d'IDEA.

L'activité reste par nature irrégulière, dépendant des opportunités de cession.

Foncier - SPGE

L'activité Foncier SPGE présente un résultat déficitaire de -315 K€, contre -112 K€ en 2024.

Cette évolution résulte principalement des mouvements enregistrés sur certaines opérations foncières réalisées dans le cadre des missions exercées pour compte de la SPGE.

2.2 Secteur Propreté Publique

A la suite du transfert des activités de Propreté Publique vers HYGEA avec effet au 1er janvier 2023, le Secteur II / Propreté ne comporte plus d'activité opérationnelle significative.

Le périmètre résiduel comprend principalement :

- la participation détenue dans HYGEA ;
- certains actifs fonciers conservés par IDEA.

2.3 Secteur Participations

Le Secteur Participations dégage un résultat globalement positif, principalement porté les revenus financiers issus des participations détenues par l'Intercommunale, dont le dividende CENEO.

• Sous-secteur III.A

Le Sous-secteur III.A présente un résultat de 407 K€, contre 18 K€ en 2024.

Cette évolution résulte principalement du boni de liquidation de la société IDE IMMO (391 K€).

• Sous-secteur III.B

Le Sous-secteur III.B présente un résultat de 11.202 K€, principalement lié au dividende CENEO.

• Sous-secteur III.C

Le Sous-secteur III.C présente un résultat de 895 K€, en diminution par rapport à 2024.

Le résultat provient principalement :

- des dividendes perçus sur certaines participations financières ;
- des intérêts liés aux prêts et avances inter-secteurs.

La diminution du résultat par rapport à 2024 s'explique principalement par la baisse des produits financiers liés aux avances inter-secteurs.

3. Analyse financière

3.1 Résultat d'exploitation

Les ventes et prestations s'élèvent à 71.874 K€ en 2025, contre 62.393 K€ en 2024.

Les frais de personnel atteignent 38.099 K€, contre 33.685 K€ en 2024, soit une augmentation de 4.414 K€.

Cette évolution résulte principalement :

- du plein effet de l'indexation ;
- de l'impact des recrutements réalisés en 2024 et 2025 ;
- de l'augmentation de la cotisation de responsabilisation ;
- ainsi que de l'évolution des provisions sociales.

Les amortissements s'élèvent à 5.811 K€, contre 5.782 K€ en 2024.

Les provisions pour risques et charges présentent une reprise nette de 2.113 K€, contre une reprise nette de 680 K€ en 2024.

Cette variation s'explique notamment par :

- une reprise nette sur les terrains industriels ;
- une reprise liée à des litiges et contentieux
- la reprise annuelle relative à la cotisation de responsabilisation.

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 2.035 K€, contre 1.609 K€ en 2024.

Elles comprennent principalement :

- la taxe eau ;
- des charges liées à plusieurs sinistres, couverts par des indemnités d'assurance comptabilisées en produits d'exploitation ;
- ainsi que des dotations aux créances douteuses.

Des charges d'exploitation non récurrentes ont également été enregistrées en 2025, principalement en lien avec l'amortissement exceptionnel du bâtiment « Bois de la Hutte » à la suite d'un incendie ainsi qu'avec une intervention financière relative au projet ZAE Pic&Plat.

3.2 Résultat financier

Les produits financiers s'élèvent à 16.398 K€, contre 18.416 K€ en 2024.

Les charges financières atteignent 2.269 K€, contre 2.086 K€ en 2024 selon les comptes annuels globaux.

3.3 Fiscalité

Les transferts aux réserves immunisées et impôts différés présentent un produit net de 366 K€ en 2025.

Cette évolution résulte principalement :

- d'un investissement réalisé dans le cadre du mécanisme Tax Shelter, générant une bonification fiscale de +421 K€;
- ainsi que d'une correction relative au Tax Shelter 2024 (+50 K€);
- partiellement compensés par la taxation progressive de plus-values antérieurement immunisées, liée à l'activation d'investissements (-105K€).

Les impôts présentent un produit fiscal net de 137 K€, résultant principalement d'une régularisation favorable relative à l'exercice 2024. Un précompte mobilier de 44 K€ a également été comptabilisé au cours de l'exercice.

4. Analyse du bilan

Le total du bilan s'établit à 441.286 K€, contre 429.609 K€ en 2024, soit une augmentation de 11.677 K€.

Les principales évolutions concernent :

- à l'actif, les immobilisations, les créances à plus d'un an et les disponibilités ;
- au passif, les capitaux propres, les provisions et les dettes.

Actif

L'évolution de l'actif reflète principalement la poursuite des investissements opérationnels, l'évolution des participations financières ainsi que la diminution progressive des créances liées aux mécanismes de financement régionaux.

Les immobilisations corporelles diminuent de 1.846 K€, pour s'établir à 77.212 K€. Cette évolution résulte d'investissements réalisés à hauteur de 3,9 M€, principalement en production d'eau, compensés par des amortissements de l'exercice à hauteur de 5,8 M€.

Les immobilisations financières augmentent de 2.757 K€, pour atteindre 166.398 K€. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des participations dans le capital de la SPGE.

Les créances à plus d'un an diminuent de 3.746 K€, principalement suite à l'encaissement de subsides régionaux dans le cadre du mécanisme de financement SOWAFINAL.

Passif

L'évolution du passif traduit principalement le maintien d'une structure financière solide, la diminution progressive des provisions ainsi que l'évolution des dettes financières et d'exploitation.

Les capitaux propres atteignent 279.296 K€, en augmentation de 3.085 K€. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation des apports liés à la participation SPGE, de l'affectation du résultat de l'exercice ainsi que de l'augmentation des réserves immunisées.

Les provisions s'établissent à 17.425 K€, en diminution de 2.114 K€.

Cette diminution résulte principalement :

- d'une reprise nette de 615 K€ sur les terrains industriels ;
- d'une reprise de 681 K€ liée à certains litiges et contentieux ;
- ainsi que de la reprise annuelle de la cotisation de responsabilisation pour 658 K€.

Ces éléments sont partiellement compensés par une dotation nette de 158 K€ sur les infrastructures Eau et Géothermie liée aux gros entretiens et réparations.

Les dettes totales atteignent 144.081 K€, contre 133.349 K€ en 2024. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation des dettes à un an au plus, des dettes commerciales et des comptes de régularisation, partiellement compensée par la diminution des dettes financières à plus d'un an.

4.1 Engagements hors bilan

La société IDEA est tenue de verser une cotisation de responsabilisation liée au déficit du fonds de pension.

À ce titre, elle devra supporter, sur la période 2026 à 2031, des contributions estimées à un montant total de 25.843 K€, réparties comme suit :

2026 : 3.951 K€

2027 : 4.031 K€

2028 : 4.114 K€

2029 : 4.332 K€

2030 : 4.594 K€

2031 : 4.821 K€

Ces engagements futurs ne font pas l'objet d'une comptabilisation au bilan à la date de clôture mais constituent un engagement hors bilan significatif.

5. Affectation du résultat

Le résultat de 2025 est affecté comme suit :

Secteur	2025	Dividende	Report
Secteur I - Secteur Historique	764 K€	0 K€	764 K€
Secteur II - Secteur Propreté Publique	0 K€	0 K€	0 K€
Secteur III - Secteur Participations	0 K€	0 K€	0 K€
III.A. Participations métiers	407 K€	0 K€	407 K€
III.B. Participation dans CENEO	11 202 K€	11 000 K€	202 K€
III.C. Fonds du "Câble"	895 K€	392 K€	504 K€
Résultat global IDEA	13 268 K€	11 392 K€	1 877 K€

6. Événements post-clôture

Dans la perspective de l'octroi d'un dividende exceptionnel de 20 M€ (« DDT2 »), dont la décision sera soumise à l'Assemblée Générale Ordinaire, les tests de solvabilité et de liquidité prévus par le Code des sociétés et des associations ont été réalisés préalablement à cette opération.

7. Justification de la compétence en matière de comptabilité et d'audit d'au moins un membre du comité d'audit

Conformément à l'article L1523-26, §2, alinéa 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, au moins un membre du Comité d'Audit doit disposer d'une expérience pratique et/ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le Comité d'Audit de l'intercommunale est composé de cinq membres. Cette condition est remplie dès lors qu'un des membres du Comité dispose d'une formation en comptabilité attestée par l'obtention d'un diplôme dans cette matière.

8. Activités de recherche et développement

La société n'a pas exercé d'activités de recherche et développement au cours de l'exercice 2025.

9. Participations

Conformément aux dispositions du Code des Sociétés et des Associations, il a été examiné si les participations détenues par IDEA impliquaient l'existence d'un contrôle nécessitant l'établissement de comptes consolidés complémentaires.

Au regard des critères légaux applicables, les participations détenues ne conduisent pas à une obligation de consolidation supplémentaire.

Au cours de l'exercice 2025, IDEA a procédé à une augmentation de sa participation dans le capital de la SPGE.

10. Succursales

La société ne dispose pas de succursale.

11. Continuité d'exploitation

Le Conseil d'Administration n'a connaissance d'aucun élément susceptible de compromettre la continuité d'exploitation de l'intercommunale.

Les comptes annuels au 31 décembre 2025 ont dès lors été établis dans l'hypothèse de continuité d'exploitation.

12. Instruments financiers

La société n'a pas eu recours à des instruments financiers particuliers au cours de l'exercice 2025.

13. Divers

Conformément aux articles L1523-13, §4 et L1523-16 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, IDEA dispose d'un plan stratégique pluriannuel couvrant la période 2026-2028.

Celui-ci s'articule autour d'un double enjeu stratégique, à savoir la réindustrialisation et l'attractivité du Cœur du Hainaut, ainsi que de trois enjeux de résilience : la connectivité, la lutte contre les inondations et la participation citoyenne.

Le plan stratégique ainsi que les documents y relatifs sont disponibles sur le site internet de l'Intercommunale : <https://planstrategique.idea.be>

14. Annexes

Annexe 1 : Rapport d'évaluation annuel 2025 du Comité de Rémunération

Annexe 2 : Rapport de rémunération 2025 du Conseil d'Administration